



Arguments

N. Sarkozy est responsable de la situation catastrophique des finances publiques

29 juin 2011

1. D'après la Cour des comptes, c'est la gestion de l'Etat par la droite qui est responsable de l'explosion de la dette

- **Entre 2007 et 2010, la dette publique est passée de 64,2% à 82,3% du PIB.** Une dégradation historique ! En 2012, après 10 ans de gestion par la droite, l'état des finances publiques nécessitera des efforts : la dette atteindra 1800 milliards d'euros, deux fois plus qu'en juin 2002 (900 milliards).
- Depuis son élection, **Nicolas Sarkozy a gaspillé 40 milliards d'euros en cadeaux fiscaux pour les ménages les plus riches et les grands groupes** (loi TEPA, bouclier fiscal, TVA réduite sur la restauration, etc.).
- Ce sont ces dépenses fiscales inutiles et injustes qui ont creusé les déficits. **La politique du gouvernement explique ainsi les deux tiers du déficit abyssal de la France** (selon la Cour des Comptes).
- **Ainsi, selon le dernier rapport de la Cour des comptes, l'impact du ralentissement des dépenses publiques (portés principalement par les collectivités territoriales) a été quasiment compensé par les baisses d'impôt décidées par la droite** au bénéfice des plus riches (réforme de la taxe professionnelle, augmentation des niches fiscales, etc.) : 0,5 points de PIB contre 0,4 points de PIB.
- **Pire, le déficit structurel, notion utilisée internationalement, continue d'augmenter** : environ 5% du PIB en 2010, un niveau supérieur d'un point à celui des autres pays de la zone euro et de 3 points à celui de l'Allemagne.

2. Nicolas Sarkozy accuse la gauche de mauvaise gestion, mais ce sont les collectivités locales, majoritairement gérées par la gauche, qui ont absorbé les conséquences de ses politiques et éviter une dégradation encore plus forte des finances publiques

- **Le gouvernement a tort d'accuser les collectivités territoriales de trop dépenser** : le dernier rapport de la Cour des comptes montre qu'au contraire, elles ont un effet positif sur les déficits.
- **Le déficit s'est concentré sur l'État et les régimes sociaux alors que les administrations publiques locales ont réduit leur besoin de financement.**
- **Pour 2/3, c'est grâce aux efforts des collectivités territoriales que la croissance en volume des dépenses publiques (+0,6%) a ralenti en 2010 par rapport à sa tendance des 10 années précédentes (2,4% par an).**

3. La gauche au pouvoir : une garantie de bonne gestion des finances publiques

- **Seule la gauche est parvenue à améliorer la situation des finances publiques** : de 1997 à 2001, la dette a reculé de près de 2,5 points (59,5% à 57,1%).
- **Depuis 1993, seul le gouvernement de Lionel Jospin est parvenu à rétablir l'équilibre**

budgetaire des comptes sociaux et même à dégager un excédent sur plusieurs années et atteignant 0,5% du PIB en 2000. Résultat, la dette de la sécurité sociale s'est réduite sur cette période (de 4,4% en 1997 à 3% en 2002).

4. En 2012, nous ferons le choix d'une politique responsable, juste et efficace

- **La droite a créé plus de 70 milliards de dépenses fiscales inutiles depuis 2002 (dont 40 milliards depuis 2007), décisions sans efficacité économique et injustes socialement.**
- **Sur ces 70 milliards, nous en annulerons 50 milliards.** Pour cela, il sera procédé à une évaluation de l'utilité sociale et économique de toutes les niches fiscales et sociales. **Celles qui sont inefficaces ou trop coûteuses seront supprimées ou re-calibrées.**
- **Nous consacrerons la moitié de ces 50 milliards (et le 1/3 des recettes de la croissance) au remboursement de la dette** creusée par la droite (que nous ferons baisser dès 2014), aux comptes sociaux, dont nous rétablirons l'équilibre et à la réduction des déficits, que nous ramènerons en dessous de 3%.
- **L'autre moitié permettra de financer nos priorités, c'est-à-dire les mesures et les politiques dont la France et les Français ont besoin :** l'emploi, la recherche et l'innovation, l'aide aux PME, la conversion écologique de l'économie, l'éducation et l'autonomie de la jeunesse, la santé, la sécurité et la justice.